

EDITORIAL

Quoi qu'en disent les présidents de région élus avec les voix du Front National, ceux ci seront obligés de donner des gages aux élus frontistes. Faire imploser la droite faisait partie de la stratégie de Mégret, mais la stratégie du Front National avait aussi comme but de participer à la gestion des régions, pour élargir « la vitrine » du Front National, cantonnée pour l'instant dans des mairies.

Ce sont les budgets de la culture, de l'éducation, des aides sociales qui sont menacés dans ces régions. En Languedoc-Roussillon, les responsables du Front National ont déjà demandé et en partie obtenu la suppression de subventions accordées par la région aux associations culturelles. Les syndicats, les partis, les associations en guerre ouverte avec les mairies Front National vont déplacer la lutte sur le terrain des régions.

Les étudiants doivent prendre conscience du danger que représente la présence des élus du Front National dans les commissions régionales. Le... des budgets des conseils régionaux avec le soutien des... du Front National n'est pas neutre. Ces budgets obéissent aux orientations du Front National : refus d'investir dans l'éducation, la culture, les aides sociales... Les étudiants devront choisir maintenant s'ils laisseront faire cela.

CAPIES AGREG : la lutte doit continuer !

La pétition lancée à l'initiative de l'UNEF-Paris IV pour protester contre la poursuite de la baisse des postes au CAPES et à l'Agrég (-12% cette année et -20% l'an dernier) a recueilli plusieurs centaines de signatures en Sorbonne.

Nous l'avons envoyée à Monsieur Allègre, qui n'a pas daigné nous répondre. Il pense manifestement toujours qu'il y a toujours trop de profs dans ce pays.

Pourtant ce n'est pas l'opinion de tout le monde. Depuis plusieurs semaines **les profs de Seine Saint-Denis, soutenus par les élèves et leurs parents, font grève et manifestent** : ils trouvent, eux, qu'ils ne sont pas assez nombreux, et que leurs classes sont surchargées. Monsieur Allègre s'en moque à peu près autant que de nos pétitions.

On voit bien là que c'est une question qui ne concerne pas seulement les candidats aux concours, mais l'ensemble du pays : **le gouvernement veut-il donner la priorité à l'Education Nationale ou aux économies budgétaires ?**

Il est indispensable que les étudiants concernés directement et indirectement se mobilisent, pour poser à nouveau cette question, non pas au ministre, mais à l'ensemble du pays. Seule une pression conséquente peut forcer le pouvoir à changer radicalement sa politique.

L'UNEF travaille depuis janvier à informer et à mobiliser à ce sujet. Elle continuera la lutte, avec pour objectif de provoquer à l'automne un grand débat national obligeant le ministre à remettre aux concours un nombre de postes au moins égal à celui de 1996.

STAGES : DÉNONÇONS LE MARCHÉ DE DUPES.

opinion de Sophie M

Depuis le rapport Laurent¹, les débats sur la professionnalisation des étudiants sont récurrents dans les projets de réforme universitaire. Ainsi, la réforme universitaire de l'ancien ministre de l'Education Nationale, François Bayrou, prévoit l'instauration de stages en licence et en maîtrise.

La thématique lancinante de "l'inadaptation" de la formation universitaire aux entreprises est devenue un lieu commun que même un certain nombre d'étudiants acceptent désormais. Cela pose un problème de fond. En effet, la mission fondamentale de l'université n'est pas de "s'adapter" aux exigences des entreprises, car de très nombreuses filières professionnelles existent déjà pour cela. L'université a pour unique objet le développement de la connaissance et de la recherche, au service de l'intérêt général (éducation, culture, etc...). Celui-ci n'est pas compatible avec les prétendues lois du marché.

UNE INJUSTICE SOCIALE INTOLÉRABLE AU SEIN DU MONDE ÉTUDIANT :

Ce principe étant posé, il est évident que la majorité des étudiants est aujourd'hui destinée à travailler dans le secteur tertiaire. Or, les contacts entre l'Université et les entreprises n'ont été envisagés par les "responsables" (universités et ministères) que dans le cadre juridique des stages, basés sur le principe d'un statut dérogatoire au droit du travail :

rémunération à 30 % du SMIC si l'entreprise est "généreuse", et le plus souvent une absence totale de rémunération pendant plusieurs mois.

Cependant, **une récente publication** le dernier document de l'Observatoire de la Vie Étudiante (OVE)² montre que près d'un étudiant sur deux (40 %) exerce une activité rémunérée pour payer ses études et pour vivre. Parmi ceux-ci, 48 % exercent une activité à mi-temps au moins six mois par an, et 30 % à plein temps.

Dès lors, la discrimination entre deux catégories d'étudiants est flagrante : la première moitié qui peut "s'offrir" un stage s'oppose à celle qui n'a pas les moyens de renoncer -même temporairement- à une activité salariée.

Face à cette scandaleuse injustice sociale, nous devons combattre cette situation de complicité des universités avec les entreprises, dont les étudiants font les frais.

LES CONSÉQUENCES SOCIALES :

Les étudiants ne sont pas les seules victimes de ce marché de dupes. Les entreprises les considèrent généralement comme une main-d'oeuvre hautement qualifiée et quasi gratuite (pas de salaire, pas de charges), ce qu'ils acceptent dans l'espoir peu réaliste d'être embauchés.

Le triomphe des entreprises est en effet absolu. Le profit considérable qu'elles tirent des stagiaires réside dans le "turn-over" : main-d'oeuvre constamment renouvelable et renouvelée, les stagiaires zélés permettent aux

¹ le rapport Laurent:

entreprises privées de ne pas embaucher de salariés dans le cadre du contrat de travail classique. L'Etat, adoptant les mêmes principes de contournement du droit du travail, exploite également une armée de réserve de stagiaires et précaires. Ce qui masque un non-renouvellement de postes statutaires pourtant de plus en plus indispensables (éducation, culture, santé, équipement, etc...).

DES EMPLOIS DÉGUISÉS SE CACHENT DERRIÈRE LES STAGES.

Quelques chiffres :_Hachette, c'est 4800 personnes et **270 stagiaires par an** ; **Banque populaire, 3600** stagiaires ; Bred, **300** stagiaires ; Crédit Lyonnais, **1940** stagiaires ; Compagnie Bancaire, **240** stagiaires ; Dassault Aviation, **500** stagiaires ; Bayard Presse, **100** stagiaires ; Auchan, **100** stagiaires; ELF Aquitaine production, **670** stagiaires; SNCF, **1700**

² L'OVE...

stagiaires ; Fougérolle France, **400**; Citroën, 700 stagiaires ; GTM-BTP, **430** stagiaires ; Commissariat à l'Energie Atomique, **2000** stagiaires ; Fougérolle France, **400** stagiaires.³

Vous avez déjà été victime de ce système ? Plein d'espoir, vous pensez pouvoir en tirer bénéfice ? Vous vous demandez comment, seul vous pouvez réagir. Souvenons-nous du mouvement massif de contestation du C.I.P. qui avait obligé le gouvernement Balladur à reculer ; la régression sociale induite par la prolifération des stages est plus insidieuse mais ses effets sont plus désastreux encore.

Tous ensemble, nous pouvons combattre la logique du "*chacun pour soi*", basée sur une double mise en concurrence (étudiants entre eux, et étudiants contre salariés) dont les effets ne profitent le plus souvent qu'à des entreprises qui font déjà des milliards de profits !

³ Source : Laurent Loiseau, "Trouvez votre stage en entreprise, **30000** offres de stages", L'Etudiant

CONTACTEZ L'UNEF-SORBONNE : venez engagez le débat avec nous, sur cet article, sur la question de la professionnalisation, sur nos propositions...

Contre les stages nous proposons :

- | |
|---|
| <ul style="list-style-type: none">- Le retour à un véritable contrat de travail précisant :<ul style="list-style-type: none">la durée du travailles conditions de travailla rémunération : <u>en aucun cas inférieur au SMIC</u>- Une véritable formation professionnelle impliquant un contrôle strict de l'adéquation des objectifs de l'expérience professionnelle avec la formation de l'étudiant. |
|---|

Elections du CROUS: les résultats

Les élections du CROUS de Paris, qui ont eu lieu le 24 mars, confirment la morosité existant entre les étudiants et les syndicats ou autres organisations représentatives étudiantes. La faible participation reste de règle : seuls **13 523** étudiants se sont déplacés pour voter. **Plus de 96% des étudiants se sont abstenus.** Sur Paris IV, plus de 12% des étudiants se déplacent pour voter aux élections des Conseils centraux et aux Conseils d'UFR, pourcentage montant à près de 25% pour les étudiants ayant un cours à la Sorbonne le jour du scrutin. Mais du fait de l'absence de connaissances concernant le CROUS, son rôle et ses attributions, la participation redescend à des niveaux abyssaux. L'UNEF Paris IV va poursuivre ses campagnes d'information, seules capables de faire prendre conscience aux étudiants de l'importance du vote universitaire.

Le grand vainqueur parisien (et national) est indiscutablement l'UNEF-ID, avec près de **45,52%** des exprimés, soit **6045** voix, qui progresse de plus de **2000** voix et de **5** points. Son matériel de campagne a été très performant. Cette victoire consacre l'implantation de l'UNEF-ID sur l'ensemble des universités parisiennes. Sa campagne pour le demi-tarif étudiant sur les transports, (vieille campagne de

l'UNEF), et sur le Revenu minimum étudiant, a convaincu nombre d'étudiants, et grignoté sur l'électorat de l'UNEF. Autre grand vainqueur, les Bureaux des Elèves (BDE), qui avec près de **23%** des suffrages exprimés et près de **2687** voix, ont su attirer l'électorat de la FAGE et profiter de la hausse de la participation. L'UNEF est un des perdants du scrutin, et perd près de **700** voix par rapport à 1996 et près de **10** points. Le Renouveau Etudiant, qui perd près de **200** voix, n'a pas su attirer les **300** voix obtenues par l'UNED (Union Nationale des Etudiants de Droite, groupuscule fasciste mort aujourd'hui) aux élections du CROUS de 1996. Le recul est net pour l'extrême droite. Enfin, l'UNI conserve son électorat mais n'a pas su profiter de la hausse relative de la participation. D'où la baisse de **4** points de ses listes. Ce sont les listes BDE et AED qui ont attiré une part non négligeable des électeurs de droite. Enfin, SUD, qui rassemble une bonne part d'anciens militants de l'UNEF, a puisé dans l'électorat de l'UNEF, mais pas suffisamment pour obtenir un résultat satisfaisant. Son implantation reste faible, et les prochaines élections seront déterminantes pour apprécier la réussite ou l'échec de l'expérience SUD étudiant.

UNEF Paris IV : 18, rue de la Sorbonne 75005 Paris

Tél. : 01 40 46 32 27

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code Postal :

Ville :

Tél. :

Filière :

Année :

Je désire :

- Recevoir *Trait d'union* régulièrement par courrier
- Etre tenu au courant des activités de l'UNEF Paris IV
- Adhérer à l'UNEF Paris IV (80F)